



20.051

**Elektronische Verfahren
im Steuerbereich.
Bundesgesetz**

**Procédures électroniques
en matière d'impôts.
Loi fédérale**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.09.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)
Nichteintreten

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)
Ne pas entrer en matière

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous allons mener un débat d'ensemble sur l'entrée en matière et la discussion par article.

Schneeberger Daniela (RL, BL), für die Kommission: Zur Ausgangslage: Die Vorlage geht zurück auf die Motion Schmid Martin 17.3371, mit der gefordert wurde, dass im Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer, im Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) und im Verrechnungssteuergesetz bei elektronischer Einreichung der Steuererklärungen sowie des Antrages auf Rückerstattung der Verrechnungssteuer das Erfordernis der Unterschrift aufgehoben wird. Die Eidgenössische Steuerverwaltung (ESTV) hat sich sodann zum Ziel gesetzt, dass alle Daten bei ihr online eingereicht werden und sie online verlassen können. Dafür sind die rechtlichen Voraussetzungen zu schaffen.

Zum Inhalt: Der Bundesrat beantragt im Wesentlichen folgende Änderungen. Eine vollständig elektronische Einreichung der Steuererklärung und weiterer Eingaben soll befördert werden. In elektronischen Verfahren sollen die Authentizität und Integrität der übermittelten Daten sichergestellt werden. Ist eine Unterzeichnung der Eingaben gesetzlich vorgesehen, so kann die zuständige Behörde bei elektronischer Einreichung von Eingaben anstelle der Unterzeichnung die Möglichkeit einer elektronischen Bestätigung der Angaben durch die steuerpflichtige oder antragstellende Person vorsehen. Bei den Steuern, die von der ESTV erhoben werden, sowie beim internationalen Informationsaustausch in Steuersachen ist vorgesehen, dass der Bundesrat die elektronische Durchführung von Verfahren vorschreiben kann. Im Verrechnungssteuergesetz wird bei der Meldung von Versicherungsleistungen an die ESTV die systematische Verwendung der AHV-Nummer vorgesehen. Im StHG wird vorgesehen, dass die Kantone das kantonale Recht in der Regel innert zwei Jahren an neue Bestimmungen des StHG anpassen müssen.

Durch die vorgesehenen Neuerungen ergeben sich keine unmittelbaren finanziellen und personellen Auswirkungen für den Bund. Die Auswirkungen im Zusammenhang mit der Digitalisierung entstehen im Rahmen der



einzelnen Informatikprojekte.

AB 2020 N 1703 / BO 2020 N 1703

Die Kommission hat an der Sitzung vom 23. Juni Anhörungen zu dieser Vorlage durchgeführt. Die Detailberatung hat sie am 17. August vorgenommen. Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, dass Grundlagen für die Digitalisierung geschaffen werden müssen. So können administrative Entlastungen und Vereinfachungen für die Steuerpflichtigen erreicht und unnötige Arbeiten eingespart werden. Mit dieser Vorlage schaffen wir auch die Voraussetzung für effizientere Prozesse und Verfahren in der Steuerverwaltung.

Die Minderheit Amaudruz will aus grundsätzlichen Gründen nicht auf die Vorlage eintreten. Sie erachtet das Missbrauchspotenzial bei elektronischen Verfahren als zu hoch. Es könnten Sicherheitslücken in der Übermittlung auftreten, was gerade bei solch vertraulichen Daten heikel sei.

Die Kommission empfiehlt Ihnen mit 16 zu 7 Stimmen bei 0 Enthaltungen, auf die Vorlage einzutreten.

Michaud Gigon Sophie (G, VD), pour la commission: Le projet trouve son origine dans la motion Schmid 17.3371, qui prévoit l'abrogation de l'obligation de signer les déclarations d'impôts et les demandes de remboursement de l'impôt anticipé lorsque celles-ci sont déposées par voie électronique. Ce changement a lieu dans la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes et la loi sur l'impôt anticipé. L'Administration fédérale des contributions (AFC) s'est alors fixé comme objectif, en plus, de faire en sorte que toutes les données puissent être transmises en ligne à l'AFC. Les conditions juridiques préalables doivent donc être créées à cet effet.

Le Conseil fédéral propose essentiellement les modifications suivantes: encourager le dépôt entièrement électronique de la déclaration d'impôt et d'autres écrits; assurer l'authenticité et l'intégrité des données transmises dans le cadre de procédures électroniques; permettre à l'autorité compétente de prévoir en lieu et place de la signature la possibilité d'une confirmation électronique des données par le contribuable ou le requérant pour les écrits dont la signature est prescrite par la loi et qui sont déposés par voie électronique; permettre au Conseil fédéral de prescrire l'exécution de procédures par voie électronique en ce qui concerne les impôts perçus par l'AFC et l'échange international de renseignement en matière fiscale; prescrire dans la loi sur l'impôt anticipé l'utilisation systématique du numéro AVS pour la déclaration de prestations d'assurance à l'AFC; accorder aux cantons un délai de deux ans pour transposer les nouvelles dispositions dans leur droit interne. Les modifications proposées n'ont de conséquence directe ni sur les finances ni sur l'état du personnel de la Confédération. Les conséquences liées à la transformation numérique relèvent des différents projets informatiques.

La majorité de la commission est d'avis qu'il faut créer les bases pour avancer dans la numérisation. D'une part, il est possible d'alléger et de simplifier les procédures administratives pour les contribuables et d'éviter du travail inutile. Avec ce projet, nous créons, d'autre part, les conditions nécessaires à des processus et des procédures plus efficaces au sein de l'administration fiscale.

La minorité Amaudruz n'y adhère pas pour des raisons de principe. Ses défenseurs estiment que le risque d'abus des procédures électroniques est trop élevé. Il pourrait y avoir des failles de sécurité dans la transmission, ce qui est particulièrement délicat avec de telles données confidentielles.

La commission vous recommande d'entrer en matière par 16 voix contre 7 et aucune abstention.

Amaudruz Céline (V, GE): Nous avons entendu les rapports. J'ai entendu dans ceux-ci beaucoup de "pourrait" et de "peut". Or, ici, il est question de procédures électroniques en matière d'impôts.

Le Conseil fédéral est assez clair dans son message, parce qu'il dit: "dans le cadre des impôts perçus par la Confédération, le Conseil fédéral devrait être habilité à obliger les personnes concernées à communiquer avec l'Administration fédérale des contributions." Il s'agit donc bien de la question de savoir si on doit obliger ou si on doit inciter; il faut créer un système qui incite finalement les cantons à permettre et à privilégier les procédures électroniques en matière d'impôts.

Evidemment que le groupe UDC n'est pas opposé sur le principe, mais il est opposé sur le fait qu'il y ait une obligation. Il y a plusieurs raisons à cela. Il n'est pas normal de forcer la numérisation; aucune tentative ne doit être faite pour forcer la numérisation. Il y a toujours le problème de la protection de l'intégrité des données; une importance suffisante doit être accordée à la protection de l'intégrité des données – vous savez qu'il y a toujours un risque lorsqu'on transmet des données. De plus, pour le groupe UDC, il est très important que l'on garantisse le libre choix aux contribuables; les projets de numérisation doivent absolument prendre en compte les attentes et les besoins réels des contribuables.

Si vous avez bien lu ce projet de loi, vous aurez remarqué qu'il pose la question de savoir ce qu'il en est de la



compétence cantonale, parce que là il y a une restriction que l'on pourrait presque qualifier d'inacceptable par rapport à l'autonomie cantonale. Argumenter que les contribuables utilisent déjà largement les outils électroniques mis à leur disposition pour s'acquitter de leur devoir fiscal n'est au sens du groupe UDC pas une raison suffisante et satisfaisante pour passer à un régime obligatoire.

Il est parfois intéressant de prendre des contre-exemples ou des autres exemples. Il y a notamment un exemple pour lequel il est recommandé de transmettre les choses de manière numérique dans les procédures judiciaires. Eh bien, c'est un système qui ne fonctionne pas aujourd'hui lorsqu'il s'agit de transmission de recours ou de dépôt d'actions judiciaires. Tous les cantons ne le font pas.

Donc, pour toutes ces raisons, je ne vais pas développer davantage les propositions déposées par ma minorité. Par ses propositions, ma minorité demande souvent de soutenir le projet du Conseil fédéral. Pourquoi? Parce que si l'on suit le Conseil fédéral, il y a parfois une certaine marge de manoeuvre laissée aux cantons. La majorité de la commission a souvent décidé en faveur d'une formulation obligatoire. Nous n'en voulons pas. Nous voulons vraiment garantir une flexibilité et favoriser l'incitation. Il aurait été plus judicieux peut-être de fixer un cadre général dans la loi sur l'harmonisation des impôts, qui prévoirait finalement la possibilité d'encourager les procédures électroniques sans les rendre contraignantes comme dans le présent projet de loi. En aucun cas, ce projet n'est acceptable pour le groupe UDC.

Je vous remercie dès lors de ne pas entrer en matière. Au cas où vous le feriez, je vous demande de soutenir mes minorités, qui laissent de la flexibilité aux cantons.

Aeschi Thomas (V, ZG): Ich spreche über die Minderheitsanträge, die Sie auf den Seiten 18 und 19 der deutschen Fahne finden. Es geht hier um die Frage, ob die ESTV in Zukunft die AHV-Nummer als Personenidentifikator verwenden soll. Ich möchte Ihnen beantragen, dass die ESTV einen eigenen Personenidentifikator schafft.

Sie kennen das aus den USA. In den USA ist die sogenannte Social Security Number unterdessen zu einer Einladung zum Datendiebstahl geworden. Wer die Social Security Number plus noch ein paar zusätzliche Angaben einer Person kennt, kann die Identität dieser Person fälschen. Das möchte ich hier in der Schweiz vermeiden. Es ist deshalb sinnvoller, wenn die ESTV einen eigenen Identifikator für Steuerzwecke schafft, damit nicht schweizweit bei allen elektronischen Systemen mit nur einem Identifikator, nämlich der AHV-Nummer, gearbeitet wird.

Entsprechend bitte ich Sie, diese Minderheit auf Seite 18 zu unterstützen und damit die Verwendung der AHV-Nummer für Steuerzwecke zu untersagen und die ESTV zu beauftragen, einen eigenen Identifikator für Steuerzwecke zu schaffen.

Rytz Regula (G, BE): Wir diskutieren hier über das Gesetz über elektronische Verfahren im Steuerbereich. Alle Parteien haben sich vor den Wahlen und auch sonst immer für die Digitalisierung und die Vereinfachung von Prozessen eingesetzt – das ist auch richtig so. Im Zusammenhang mit der Corona-Pandemie haben wir jetzt mehrfach gesehen und auch

AB 2020 N 1704 / BO 2020 N 1704

kritisiert, dass gewisse Verfahren heute noch nicht genügend digitalisiert sind, beispielsweise im Bereich der Gesundheitsversorgung und bezüglich der Meldepflicht von Daten im Gesundheitsbereich. Dort hat es immer geheissen, dass das Verfahren seien, die von unten wachsen müssten, wobei die Behörden oben keine Möglichkeit hätten, hier etwas vorzuschreiben. Insofern diskutieren wir hier über eine gesetzliche Regelung, die genau das für alle Prozesse im Steuerbereich verbindlich vorschreiben soll. Das ist eigentlich das Ziel dieser Vorlage und dieser Revision.

Es erstaunt daher sehr, dass die Mehrheit der Kommission für Wirtschaft und Abgaben – also vor allem die Parteien, die immer von Digitalisierung reden – eine verpflichtende Kompetenzdelegation an den Bund, die elektronische Durchführung von Verfahren nach diesem Gesetz vorschreiben zu können, ablehnt. Sie wollen also diese Digitalisierungsbestrebungen für freiwillig erklären, indem langfristig die Kantone und die Unternehmen, die sich dafür interessieren, diese umsetzen sollen; die anderen sollen von dieser Pflicht befreit sein.

Das möchte die Minderheit der Kommission bei Ziffer 1 Artikel 41a in Bezug auf die elektronischen Verfahren eben gerade nicht. Wir wollen, dass der Bundesrat tatsächlich die Möglichkeit hat, zu einem bestimmten Zeitpunkt die elektronische Durchführung für sämtliche Verfahren der Bundessteuern vorschreiben zu können; dabei soll er die Modalitäten durchsetzen können.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, hier bei der Digitalisierung dieser wichtigen Prozesse nicht halbe Sache zu machen. Es kann nicht sein, dass sich einzelne Unternehmen dieser Verpflichtung entziehen können. Alle



Unternehmen, die heute bei der bestehenden Konkurrenzsituation überleben wollen, werden diese elektronischen Verfahren anwenden wollen. Es gibt überhaupt keinen Grund, hier auf eine gesetzliche Bestimmung zu verzichten, die dem Bund das nötige Instrumentarium in die Hand geben würde, um hier für alle verpflichtend die gleichen Bedingungen durchzusetzen.

Ich möchte Sie deshalb bitten, auf die Vorlage einzutreten, der Fassung des Bundesrates zuzustimmen und diese Digitalisierungsbestrebungen bezüglich der elektronischen Verfahren im Steuerbereich konsequent in die Tat umzusetzen.

Wermuth Cédric (S, AG): Mit dem Bundesgesetz über elektronische Verfahren im Steuerbereich kommen wir zweifellos einem Bedürfnis sowohl der natürlichen als auch der juristischen Personen und genauso der Verwaltung in der Frage der Digitalisierung nach. Für die sozialdemokratische Fraktion steht es ausser Frage, dass die Digitalisierung früher oder später auch den gesamten Steuerbereich umfassen wird, und es ist richtig, dass der Bund hier mit der Vorlage 20.051 auch die entsprechenden gesetzlichen Grundlagen schafft.

Wir bitten Sie deshalb entsprechend, auf das Gesetz einzutreten und in einem ersten Teil des Gesetzes die Minderheiten Rytz Regula zu unterstützen, und zwar bei der Mehrwertsteuer, der Stempelabgabe, beim AIA, der Amtshilfe und der Verrechnungssteuer. Um was geht es hier? Es geht hier um die Möglichkeit des Bundes, diese elektronischen Verfahren dann, wenn es eben Sinn macht, auch vorschreiben zu können. Jetzt bestand in der Kommission die Angst – und das ist das, was hier auch vorgebracht wird –, dass man dann die Unternehmen in diesem Land überfahren würde. Ich kann Ihnen versichern: Niemand in der ESTV, mit dem wir gesprochen haben, und auch nicht der Bundesrat – der Herr Bundesrat wird dies dann noch darlegen können – hat ein Interesse daran, für die Einführung von elektronischen Verfahren einen Konflikt vom Zaun zu brechen. Wir gehen davon aus – und sind dann dankbar um die Bestätigung von Bundesrat Maurer –, dass man hier mit entsprechenden Übergangsfristen arbeiten wird und eine entsprechende Vorschrift dann macht, wenn es wirklich nur noch um die Umstellung der letzten paar Prozente gehen wird. Das scheint uns sinnvoll. Irgendwann einmal müssen sich an diesem Schritt zur Effizienzgewinnung alle beteiligen. Das ist auch im Interesse des Standortes.

Bei der direkten Bundessteuer gestaltet es sich exakt umgekehrt. Wir bitten Sie, dort der Mehrheit zu folgen und nicht den Minderheiten, damit wir den Kantonen nicht nur die Möglichkeit geben, sondern sie auch dazu anhalten, die Grundlagen zu schaffen, damit wir hier bei der direkten Bundessteuer Rechtsgleichheit und Möglichkeitsgleichheit herstellen, damit diese elektronischen Verfahren so schnell als möglich umgesetzt werden können.

Wir bitten Sie ebenfalls, die Minderheit Aeschi Thomas abzulehnen, obwohl Herr Kollege Aeschi durchaus einen sensiblen Punkt trifft, für den wir Gehör haben. Es ist nicht ganz unproblematisch, wenn wir die AHV-Nummer für immer weitere Identifikationszwecke gebrauchen. Wir haben uns aber überzeugen lassen, dass es bei dieser Vorlage durchaus Sinn macht. Zu diesem Entscheid und zu dieser Einschätzung kommen auch die entsprechenden Behörden.

Ich danke Ihnen, wenn Sie in diesem Sinne die Anträge unserer Fraktion unterstützen.

Landolt Martin (M-CEB, GL): Die Mitte-Fraktion wird auf diese Vorlage eintreten und jeweils den Mehrheitsanträgen zustimmen. Wir begrüssen die Stossrichtung und die Zielsetzung dieser Vorlage.

Wenn hüben und drüben von Digitalisierung gesprochen wird, gehören elektronische Verfahren im Steuerbereich wohl zu den naheliegenden Bereichen, die optimiert werden können. Neudeutsch würde man hier von sogenannten "low-hanging fruits" sprechen.

Sie kennen das aus Ihrem privaten Alltag. Sie erfassen Jahr für Jahr mit einer einfachen, aber nützlichen Software Ihre Steuererklärung. Anschliessend können Sie sämtliche Dokumente ausdrucken und zusammen mit den Beilagen in einem Couvert an die Steuerverwaltung schicken. Für die Steuererklärung meiner Firma existiert zumindest in meinem Kanton nicht einmal eine Software. Dort muss ich ein gutes altes Excel-File ausfüllen, und auch dort wird dieses dann natürlich ausgedruckt und physisch verschickt. Das mag von Kanton zu Kanton etwas anders sein, aber unter dem Strich lässt sich der Status quo nirgendwo Begrifflichkeiten wie Digitalisierung, E-Government oder E-Services zuordnen. Diese Vorlage ist deshalb zu begrüssen.

Sie haben es gehört: In der Kommission wurde vor allem darüber diskutiert, ob und inwiefern elektronische Verfahren auch verpflichtend eingeführt werden sollen und wie dies alles im Verhältnis zwischen Bund und Kantonen einzuordnen und zu regeln ist. Die Mitte-Fraktion will elektronische Verfahren im Steuerbereich fördern und vorantreiben, aber sie will, dass dies über Anreize, zum Beispiel einfache und benutzerfreundliche Anwendungen, und nicht über einen Zwang erreicht wird. Anreize erreichen die bessere Akzeptanz als Zwänge. Gleichzeitig ist aber auch sicherzustellen, dass die Kantone bei all ihren Freiheiten nicht auf ein Angebot



elektronischer Verfahren verzichten können. Es soll beim Bund und bei den Kantonen zwingend sein, dass solche Verfahren angeboten werden. Aber es soll nicht zwingend sein, dass diese von allen Betroffenen umgehend genutzt werden. Der Kern dieser Vorlage ist also das Angebot von elektronischen Verfahren und nicht das Diktat. Dass einige sich etwas Zeit lassen wollen, dieses Angebot zu nutzen, muss und soll akzeptiert werden. Wir sind aber davon überzeugt, dass elektronische Verfahren im Steuerbereich grossmehrheitlich und sehr rasch auf offene Türen stossen werden, weil sie schon seit einiger Zeit vermisst und erwartet werden. Die Mitte-Fraktion wird, wie eingangs erwähnt, auf diese Vorlage eintreten und in der Detailberatung jeweils den Anträgen der Mehrheit folgen. Ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun.

Gössi Petra (RL, SZ): Ich werde bei dieser Vorlage nur einmal sprechen und die Erklärungen zu den Minderheiten in der Eintretensdebatte abgeben.

Die FDP-Liberale Fraktion wird auf die Vorlage eintreten und in der Detailberatung den Mehrheiten folgen. Wir fordern schon seit Längerem, dass die öffentliche Verwaltung die Digitalisierung nutzt, um Verfahren zu vereinfachen und die Effizienz zu steigern. Das Bundesgesetz über elektronische Verfahren im Steuerbereich bietet nun genau diese Chance. Deshalb befürworten wir auch das Eintreten auf diese Vorlage. Wir begrüssen zudem, dass der Bundesrat die

AB 2020 N 1705 / BO 2020 N 1705

Motion Schmid Martin 17.3371, "Streichung der Pflicht, die Steuererklärung zu unterzeichnen", mit dieser Gesetzesvorlage umgesetzt. Eine Chance der Digitalisierung ist es, die administrativen Aufwände sowohl für die Verwaltung wie auch für die natürlichen und die juristischen Personen zu reduzieren. Diese Chance müssen wir in allen Bereichen packen. Dazu gehört eben auch, dass das elektronische Einreichen von Steuererklärungen gesamthaft in allen Schritten möglich ist.

Die Digitalisierung hält im Leben von uns allen immer mehr Einzug. Wir sind deshalb überzeugt, dass die grosse Mehrheit der Steuerpflichtigen ihre Steuererklärung aufgrund von richtigen Anreizen und dem generellen Digitalisierungstrend freiwillig elektronisch einreichen wird. Deshalb ist es aus unserer Sicht fraglich, ob es hier eine gesetzliche Verpflichtung braucht. Sollte ein Obligatorium wider Erwarten eines Tages tatsächlich doch noch notwendig sein, könnte dies immer noch zu gegebener Zeit beschlossen werden. Selbstverständlich bräuchte es dann entsprechende Übergangsfristen. Deshalb wird die FDP-Liberale Fraktion überall der Mehrheit folgen, wo es darum geht, dass der Bundesrat die elektronische Durchführung von Verfahren nicht für obligatorisch erklären darf.

Die Grundvoraussetzung dafür, dass die Menschen das elektronische Verfahren überhaupt nutzen können, ist aber, dass die Kantone nicht nur unverbindlich die Möglichkeit haben, das elektronische Verfahren anzubieten, sondern dass sie ihren Steuerpflichtigen neben dem schriftlichen Verfahren auch ein rein elektronisches Verfahren anbieten müssen. Nur so können diejenigen, die ihre Steuererklärung digital unterzeichnen möchten und sich die Dokumente von den Steuerbehörden elektronisch zustellen lassen wollen, dies auch tun.

In der Leitlinie der KdK zur digitalen Verwaltung setzen sich die Kantone die übergeordneten Ziele "Digital First für Bevölkerung und Wirtschaft" sowie "Durchgängige Digitalisierung der Verwaltung". Das zeigt, dass sie die Digitalisierung nun vorwärtstreiben wollen. Daher ist es aus unserer Sicht auch legitim, sie nun dazu zu verpflichten. Deshalb folgen wir überall dort den Mehrheitsentscheiden der Kommission, wo es darum geht, dass die Kantone elektronische Verfahren vorsehen müssen.

Wenig Verständnis haben wir dafür, dass der Bundesrat die Pflicht, einheitliche Steuerformulare für die ganze Schweiz anzubieten, aufheben will. Vielmehr gilt es nämlich, die Vereinheitlichung der Formulare weiter voranzutreiben. Das ermöglicht ein vereinfachtes Ausfüllen der Steuererklärung und eine wesentliche Verringerung des administrativen Aufwands. Wir sind deshalb der Ansicht, dass Artikel 71 Absatz 3 beibehalten und den modernen Gegebenheiten angepasst werden soll, indem er mit einem Zusatz betreffend die Datenformate ergänzt wird. Deshalb unterstützen wir auch hier die Mehrheit.

Zusammenfassend wird die FDP-Liberale Fraktion für Eintreten votieren, bei allen Anträgen der Mehrheit folgen und die Vorlage in der Gesamtabstimmung annehmen.

Grossen Jürg (GL, BE): Die Grünliberalen setzen sich in allen Bereichen für durchgängige elektronische Behördenleistungen für Bevölkerung, Wirtschaft und Verwaltung ein. Dazu gehören auch alle Verfahren in Zusammenhang mit Steuern. Diese sollen künftig einfach und unkompliziert elektronisch abgewickelt werden können. Die Kantone sollen zudem verpflichtet werden, den Steuerpflichtigen Dokumente ausschliesslich in elektronischer Form zuzustellen, wenn diese das so wünschen. Damit wird eine medienbruchfreie Abwicklung ermöglicht.



Aus diesem Grund treten wir Grünliberalen auf die Vorlage ein, denn diese geht in eine zukunftsweisende Richtung.

Gerade in der Corona-Pandemie haben wir gesehen, wie rückständig die Schweizer Behörden, zumindest teilweise, in Sachen Digitalisierung noch sind: Im Austausch zwischen dem Bundesamt für Gesundheit und den Kantonen wurde tatsächlich noch per Fax kommuniziert. Durchgängige digitale, also medienbruchfreie Systeme und Datenportale? Fehlanzeige!

Ein wenig besser sieht es im Steuerbereich aus. Einige Kantone bieten digitale Lösungen in unterschiedlicher Tiefe an. Trotzdem dominieren immer noch Postzustellungen und Papierformulare. Es ist höchste Zeit, dass künftig sämtliche Verfahren im gesamten Steuerbereich rein digital abgewickelt werden. Auch der Datenaustausch zwischen den kantonalen und den nationalen Behörden soll in einheitlichen Formaten erfolgen.

Für die Grünliberalen ist dabei zentral, dass die Identifizierung der steuerpflichtigen Person und die Datenintegrität sichergestellt sind: Sie bilden die Grundlage für die Zuverlässigkeit der Datenübermittlung und generell für das Vertrauen in das System.

Für uns ist das Subsidiaritätsprinzip zentral, und das soll es auch bleiben. Aber auch mit dieser Grundeinstellung ist es aus Effizienzgründen sinnvoll, dass der Bund moderat und koordinierend in die Zuständigkeitsbereiche der Kantone eingreift. Unterschiedliche kantonale Regelungen haben bisher eine einfache und effiziente Umsetzung elektronischer Verfahren im Steuerbereich behindert. Mit einheitlichen Standards kann dieses Problem nun gelöst werden.

Ich komme zu den einzelnen Artikeln. Für uns Grünliberale ist klar, dass der Bundesrat die juristischen Personen zu gegebener Zeit zur vollständig elektronischen Abwicklung der Verfahren im Steuerbereich verpflichten können soll. Diese Lösung spart Kosten für doppelte Systeme und Verfahren, sowohl bei den Unternehmen wie auch aufseiten der Behörden. Wir halten es für eine unberechtigte Befürchtung, dass damit Unternehmen oder Vereine in ein paar Jahren von einer unvorhersehbaren Digitalisierungswelle überrollt werden. Der Bundesrat wird sich den Zeitpunkt der Einführung gut überlegen, sicher nichts überhastet und für etwaige Problemfälle auch Ausnahmen vorsehen. Wir unterstützen deshalb bei Artikel 41a des Bundesgesetzes über die Stempelabgaben und bei allen weiteren Gesetzesanpassungen mit demselben Inhalt den Minderheitsantrag. Die Grünliberalen verlangen, dass die Kantone eine komplett elektronische Abwicklung sämtlicher Verfahren für alle, die das so wollen, ermöglichen. Es soll dabei keine Medienbrüche geben, also alles ohne Post, Papier und Scanning möglich sein; das gilt für natürliche und für juristische Personen. Die deutliche Mehrheit unterstützt das, die Zeit ist reif dazu. Für juristische Personen ist sowohl die aktuelle Situation als auch die vom Bundesrat vorgesehene Lösung zu wenig fortschrittlich. Nur sieben Kantone ermöglichen heute die elektronische Einreichung der Steuererklärung auch für juristische Personen. Das ist für uns klar zu wenig. Auch juristische Personen sollten das Recht haben, ihre steuerlichen Verfahren rein elektronisch abzuwickeln. Das spart Kosten für verdoppelte Systeme und Verfahren hüben wie drüben. Sowohl die Unternehmen wie auch die Steuerverwaltungen auf allen Ebenen können von diesen digitalen Verfahren profitieren. Wir unterstützen deshalb bei Artikel 104a des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer und bei allen weiteren Gesetzesanpassungen mit demselben Inhalt den Mehrheitsantrag.

Es ist für uns eine Selbstverständlichkeit, dass für den Austausch zwischen Steuerpflichtigen, Bund, Gemeinden und Kantonen nicht nur die Formulare, sondern auch die Datenformate einheitlich sein müssen. Nur so können wir einen echten Schritt in der Digitalisierung machen und das Ziel einer schlanken und effizienten Verwaltung erreichen. Die Grünliberalen unterstützen deshalb bei Artikel 71 Absatz 3 StHG den Mehrheitsantrag.

Ebenfalls die Mehrheit unterstützen wir beim Thema Identifikation bei Artikel 36a Absatz 2 des Verrechnungssteuergesetzes. Die Grünliberalen sind einverstanden damit, dass die Identifikation über die AHV-Nummer erfolgt. Elektronische Steuererklärungen sind heute zwar in der Mehrheit der Kantone, nicht aber in allen möglich, obwohl es viele Vorteile bringt – es sind vor allem Vorteile. Fehler können eliminiert werden, die Qualität steigt, Plausibilisierungen werden vereinfacht, und viele Fälle können rein automatisch abgewickelt werden. Das verhindert eine Verdoppelung von Systemen und Verfahren und spart Kosten mindestens im zweistelligen Millionenbereich. Spannend finden wir, dass der Kanton

AB 2020 N 1706 / BO 2020 N 1706

Obwalden bereits heute komplett elektronisch unterwegs ist. Die ganze Schweiz kann nun nachziehen. Zusammengefasst kann man sagen, dass wir auf die längst fällige Vorlage zur Etablierung von durchgängig elektronischen Verfahren im Steuerbereich eintreten. Mit einer Ausnahme, nämlich bei Artikel 41a des Bundesgesetzes über die Stempelabgaben, wo wir die Minderheit unterstützen, unterstützen wir überall die Mehrheit. Wir befinden uns im Jahr 2020. Es ist höchste Zeit, dass wir dieses Gesetz beschliessen. Besten Dank für Ihre



Unterstützung.

Maurer Ueli, Bundesrat: Bevor ich in die Details dieser Vorlage gehe, gebe ich Ihnen einen Überblick: Wir beantragen Ihnen Hunderte von Millionen Franken für Informatikkredite für Digitalisierungsprojekte. Sie fordern zu Recht, dass wir aufzeigen, wo Einsparungen erfolgen, wenn diese Prozesse digital sind. Einen solchen Bericht müssen wir Ihnen Ende Jahr abliefern, im Zusammenhang mit Superb. Um das umzusetzen, braucht es auch die rechtlichen Grundlagen, damit Einsparungen tatsächlich erfolgen können. Regelmässig gibt es Opposition, wenn wir mit einer Vorlage kommen, um die gesetzliche Grundlage zu schaffen, damit Einsparungen erzielt werden können. Das kann ich nicht immer ganz nachvollziehen. Wir versuchen ja nicht nur, Einsparungen für die Verwaltung zu erzielen, sondern insbesondere auch auf Unternehmensseite und in der Privatwirtschaft. Dieses Gleichgewicht, das wir auch mit dieser Vorlage schaffen, hilft sowohl den Unternehmen wie auch der Bundesverwaltung. Nur so ist es möglich, diese Einsparungen zu erzielen. Wenn Sie nur Kredite bewilligen und Berichte verlangen, im konkreten Fall dann aber Nein sagen, dann gilt das Sprichwort: Die allgemeine Zustimmung ist die höflichste Form der Ablehnung. Das kann es nicht sein. Wir wollen hier vorwärtskommen. Das Gesetz geht zurück auf die Motion Schmid Martin 17.3371. Im Wesentlichen geht es darum, die elektronische Unterschrift als gültig zu erklären beziehungsweise zu akzeptieren. Es ist auch nicht so, wie dies von der Minderheit befürchtet wird, dass das dann nicht funktioniert. Wir beginnen weiss Gott nicht bei null. In vielen Kantonen funktioniert das schon. Herr Grossen hat gerade den Kanton Obwalden angesprochen. Der Kanton Obwalden macht das durchgängig. Als kleiner Kanton hat er das überlebt. Ich nehme an, dass es auch der Rest der Schweiz überleben wird, wenn wir das entsprechend umsetzen.

Die Vorlage ist wirklich relativ einfach. Sie schafft einfach die Voraussetzungen, damit der Digitalisierungsprozess weitergeht. Wir sind noch sehr vorsichtig in den Formulierungen des Gesetzes. "Der Bundesrat kann" ist die Formulierung, die wir am häufigsten brauchen. Sie sehen ja, wie wir arbeiten: Es gibt die Finanzdirektorenkonferenz, da nehmen wir alle zwei Monate teil. Es gibt die Konferenz der kantonalen Steuereinschätzer, da findet ebenfalls ein Austausch statt. Der Bund kommt gar nicht in Versuchung, aus heiterem Himmel etwas zu machen. Wenn wir eine Kann-Formulierung im Gesetz haben, werden wir uns laufend mit den Kantonen absprechen und die Umsetzung auch so vornehmen, dass sie von den Kantonen getragen werden kann.

In der Vernehmlassung haben sich denn auch 25 Kantone positiv zu diesem Vorhaben geäußert. Es ist also nicht so, dass wir gegen die Kantone arbeiten, sondern es ist höchste Zeit, dass wir die Grundlage schaffen, damit die Kantone es anwenden können; das vielleicht zum Grundsatz. Es ist also ein technischer Schritt, um rechtliche Grundlagen zu schaffen, damit die Digitalisierung auch vollzogen werden kann; dies mit einer vorsichtigen Umsetzung, mit einer Kann-Formulierung, damit auch gewährleistet ist, dass wir uns mit den Kantonen absprechen.

Ich möchte noch auf zwei Punkte in der Detailumsetzung hinweisen. Bei Ziffer 1 Artikel 41a und den analogen Bestimmungen geht es darum, dass der Bundesrat die elektronische Durchführung vorschreiben "kann". Er kann also vorschreiben, dass es nur noch elektronisch gemacht wird. Ich glaube, diese Kann-Formulierung ist einfach notwendig. Die Mehrheit beantragt, das zu streichen. Doch dann müssen wir vielleicht in zwei, drei Jahren wieder einen Passus einfügen, damit wir das tun können. Die Gesetzgebung muss ja vorausschauend sein, und sie ist nicht operativ. Das Operative liegt bei uns, bei Ihnen liegt das Strategische. Wenn die Digitalisierung und diese Übermittlung sicher sind, dann muss der Bundesrat entscheiden können, in Absprache mit den Kantonen, dass es nachher verpflichtend ist.

Ich weiss nicht, welche Rolle Sie dann in einigen Jahren spielen wollen. Wir würden Ihnen eine Vorlage unterbreiten, wenn wir so weit sind: eine dreimonatige Vernehmlassung, wieder eine Botschaft, wieder Beratungen. Das sind Dinge, die Sie jetzt entscheiden können, meine ich. Ich bitte Sie also, bei Ziffer 1 Artikel 41a und den analogen Bestimmungen der Minderheit Rytz Regula und damit dem Bundesrat zu folgen.

Etwas möchte ich noch zur AHV-Nummer sagen: Auf Seite 18 der Fahne beantragt die Minderheit Aeschi Thomas, dass die Steuerverwaltung eine eigene Identifikationsnummer macht. Sie müssen sich überlegen, wann diese AHV-Nummer gebraucht wird – das ist aufgelistet -: Das ist insbesondere bei Rentenauszahlungen der Fall. Die Stelle, die die Rente auszahlt, kennt dann die Nummer der Steuerverwaltung nicht, also findet diese Identifikation nicht statt. Denken Sie an hundert Hans Müller: Da ist die AHV-Nummer nun einmal das sicherste Element, das die entsprechende Institution der Steuerverwaltung meldet; so entstehen keine Fehler. Ich glaube, das ist nicht etwas, das zu Manipulationen Anlass gibt.

Zusammengefasst ist es eine technische Vorlage, die einen wichtigen Schritt im Rahmen der Digitalisierung darstellt. Sie ermöglicht auf beiden Seiten, in der Privatwirtschaft und bei natürlichen Personen wie auch in der Verwaltung, Vereinfachungen und Kosteneinsparungen. Eigentlich sind wir mit dieser Vorlage nicht zu früh, sondern eher zu spät; sie wird von den Kantonen unterstützt, sie wurde in der Vernehmlassung getragen. Die



Formulierung des Gesetzes ist so ausgelegt, dass wir das in der Umsetzung zusammen mit den Kantonen machen können. Es besteht also keine Gefahr der Übervorteilung der Kantone: Die Kantone wünschen das. Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und jeweils den Anträgen zu folgen, die den Entwurf des Bundesrates übernehmen; das sind manchmal Mehrheiten und manchmal Minderheiten, Sie sehen das jeweils im Detail.

Schneeberger Daniela (RL, BL), für die Kommission: Die Präsidentin möchte hier etwas vorwärts machen, deshalb werde ich mich auf die Mehrheitsmeinung beschränken und sie Ihnen zusammenfassen.

Bei Ziffer 1 Artikel 41a geht es um das Obligatorium, das es später allenfalls für juristische Personen geben könnte. Die Mehrheit der Kommission sieht hier die Gefahr, dass die Verwaltung zu früh auf das obligatorische elektronische Verfahren umstellt. Es soll berücksichtigt werden, dass es nach wie vor KMU bzw. Unternehmer gibt, die bei dieser Entwicklung nicht ganz mithalten können und nach wie vor mit Papier arbeiten. Die Mehrheit möchte es weiterhin den Steuerpflichtigen selber überlassen, wie sie ihre Abrechnung machen wollen, und gleichzeitig die Entwicklung in den nächsten Jahren beobachten. Die Kommission ist überzeugt, dass es nur eine Frage der Zeit ist, bis die Mehrheit der Unternehmen auf rein elektronische Verfahren umstellt und sich dieser Gesetzesartikel erübrigen wird. Die Kommission entschied mit 15 zu 10 Stimmen bei 0 Enthaltungen. Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Zu Artikel 104a: Hier geht es darum, ob man die Kantone etwas mehr in die Pflicht nehmen möchte oder ihnen nur die Möglichkeit zur kompletten elektronischen Eingabe geben soll. Hier sieht die Mehrheit der Kommission bei einer unverbindlichen Vorgabe das Risiko, dass gewisse Kantone nichts unternehmen. Gemäss Bundesrat haben die Kantone gesagt, dass sie die Digitalisierung vorantreiben wollen. Die Kantone sollen somit das elektronische Verfahren anbieten, ohne es für obligatorisch zu erklären. Die Mehrheit formuliert ihren Antrag deshalb mit "sehen vor" und möchte damit erreichen, dass sich die Kantone verbindlicher zu dieser Umstellung bekennen. Die Mehrheit kann sich gleichzeitig eine entsprechende Übergangsfrist für die Kantone vorstellen. Die Kommission entschied mit 18 zu 7 Stimmen bei 0 Enthaltungen. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

AB 2020 N 1707 / BO 2020 N 1707

Bei Artikel 71 Absatz 3 geht es darum, ob einheitliche Formulare verwendet werden sollen. Hier möchte die Mehrheit der Kommission den Absatz nicht wie der Bundesrat aufheben, sondern anpassen. Die Steuerberatungsbranche möchte auf eine Vereinheitlichung der Formulare und Datenformate hinarbeiten. Eine Vereinheitlichung trägt wesentlich zu einer Effizienzsteigerung bei den Steuerdeklarationen bei und führt zu einer Vereinfachung für den Steuerpflichtigen wie auch für die Berater. Eine Vereinheitlichung bildet auch einen gewissen Anreiz, auf das elektronische Verfahren umzustellen. Die Kommission entschied mit 17 zu 7 Stimmen bei 0 Enthaltungen. Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Bei Artikel 36a Absatz 2 dritter Satz geht es eben um die Verwendung der AHV-Nummer. Die Mehrheit folgt hier dem Bundesrat. Im Moment werden den Personen keine Nummern zugeordnet. Deshalb gibt es im Versicherungsbereich sehr viele Meldungen, die nicht zugewiesen werden können. Auch wenn nun eine neue Nummer eingeführt würde, müsste man diese Nummer an die Versicherungen weitergeben, damit diese sie bei ihren Meldungen verwenden könnten. Die Alternative zur AHV-Nummer wäre ein Verzicht auf die automatisierte Zuweisung. Eine manuelle Bearbeitung wäre weiterhin nötig. Konkret bliebe eine beträchtliche Anzahl von nicht zuweisbaren Meldungen. Dies widerspräche dem Ziel, die Weiterentwicklung der Digitalisierung von Verfahren voranzutreiben. Die Kommission entschied hier mit 16 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen. Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Michaud Gigon Sophie (G, VD), pour la commission: La présidente m'ayant demandé d'aller plus rapidement, j'ai raccourci de moitié mon rapport, pour me concentrer uniquement sur les décisions de la majorité de la commission.

Concernant la loi fédérale sur les droits de timbre, le Conseil fédéral souhaite introduire un article 41a comportant 3 alinéas afin de pouvoir déclarer la procédure électronique obligatoire pour les personnes morales uniquement. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national voit ici un risque que l'administration passe trop tôt à la procédure électronique obligatoire. Elle est convaincue que ce n'est qu'une question de temps avant que la majorité des entreprises passent à des procédures purement électroniques, ce qui rendra cet article de loi superflu. La minorité Rytz Regula est d'avis que la formulation potestative vise à donner à l'administration la possibilité de passer à la facturation obligatoire à ce stade, évitant ainsi une révision ultérieure inutile de la loi. Je mentionne cette minorité, car je suis du même avis – "Klammer zu". La commission a décidé de biffer l'article 41a alinéa 1, par 15 voix contre 10 et 0 abstention.

Concernant la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, la formulation de l'article 104a alinéa 1 telle que prévue



par le Conseil fédéral a pour conséquence qu'il devrait encore être possible de présenter la déclaration d'impôt avec ses annexes et la demande de remboursement de l'impôt anticipé de manière traditionnelle. Les contribuables continueraient à avoir le choix entre les formulaires papier et les formulaires électroniques. En d'autres termes, le projet ne dit ici que ce que les cantons devraient faire s'ils voulaient également proposer les procédures électroniques. La commission considère cette exigence formulée de manière non contraignante comme un risque que certains cantons ne prennent pas de mesures. La commission a décidé d'utiliser la formulation "ils prévoient", souhaitant ainsi que les cantons s'engagent de manière plus contraignante dans cette transition. En même temps, la commission peut imaginer une période de transition pour les cantons. La commission vous demande de la suivre sur ce point, à une majorité de 18 voix contre 7 et 0 abstention.

Concernant la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, l'article 71 alinéa 3 devrait, selon le Conseil fédéral, être abrogé. La commission ne souhaite pas abroger cet alinéa, mais souhaite l'adapter. L'uniformisation contribuera de manière significative à accroître l'efficacité des déclarations fiscales et simplifiera les choses, tant pour les contribuables que pour les fiduciaires. L'uniformisation constitue également une certaine incitation à passer aux procédures électroniques.

La commission vous recommande de la suivre, par 17 voix contre 7 et aucune abstention.

Concernant l'article 36a alinéa 2 troisième phrase, il est à relever que la loi fédérale sur l'impôt anticipé prévoit l'utilisation systématique du numéro AVS lors de la déclaration des prestations d'assurance à l'AFC. Cet article est complété par l'autorisation des autorités visées d'utiliser systématiquement le numéro AVS au sens de l'article 50c de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS).

Il convient de mentionner le projet de modification de la LAVS qui est en cours au Parlement: il poursuit le même objectif et rendrait la disposition actuelle superflue. Si cette modification de la LAVS entre en vigueur avant ou en même temps que la présente loi, l'article 36a alinéa 2 troisième phrase sera supprimé.

La majorité de la commission suit le Conseil fédéral. L'alternative au numéro AVS signifierait la suppression de l'attribution automatique. Un traitement manuel serait toujours nécessaire. Ceci est en contradiction avec l'objectif de développer la numérisation des procédures.

La commission vous demande de suivre le Conseil fédéral, par 16 voix contre 7 et 2 abstentions.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous allons voter sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Amduruz.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.051/21365)

Für Eintreten ... 148 Stimmen

Dagegen ... 45 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Bundesgesetz über elektronische Verfahren im Steuerbereich

Loi fédérale sur les procédures électroniques en matière d'impôts

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress; Ziff. I Einleitung; Ziff. 1 Ersatz eines Ausdrucks; Art. 31; Gliederungstitel vor Art. 41a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction; ch. 1 remplacement d'une expression; art. 31; titre précédant l'art. 41a

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 1 Art. 41a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Streichen



Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gion, Ryser, Wermuth)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 1 art. 41a

Proposition de la majorité

Al. 1

Biffer

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

AB 2020 N 1708 / BO 2020 N 1708

Proposition de la minorité

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gion, Ryser, Wermuth)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le vote vaut également pour le chiffre 2 article 65a alinéa 1, le chiffre 5 article 34a alinéa 1, le chiffre 6 article 4a alinéa 1, le chiffre 7 article 28a alinéa 1 et le chiffre 8 article 22a alinéa 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.051/21366)

Für den Antrag der Mehrheit ... 111 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 81 Stimmen

(1 Enthaltung)

Ziff. 2 Art. 61 Abs. 2 Bst. b; 65 Titel

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 2 art. 61 al. 2 let. b; 65 titre

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 65a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Streichen

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gion, Ryser, Wermuth)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Ch. 2 art. 65a

Proposition de la majorité

Al. 1

Biffer

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gion, Ryser, Wermuth)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 81 Abs. 1; 85; Ziff. 3 Gliederungstitel vor Art. 104

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 2 art. 81 al. 1; 85; ch. 3 titre précédant l'art. 104

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 3 Art. 104a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Die Kantone sehen die Möglichkeit elektronischer Verfahren vor. Dabei stellen sie ...

Abs. 2

Sie sehen bei der elektronischen Einreichung ... durch die steuerpflichtige Person vor.

Abs. 3

Sie sehen vor, dass die Steuerbehörde ...

Antrag der Minderheit

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 3 art. 104a

Proposition de la majorité

Al. 1

Les cantons prévoient la possibilité de recourir à des procédures électroniques. Dans ce cadre, ils assurent ...

Al. 2

... par voie électronique, ils prévoient, en lieu ...

Al. 3

Ils prévoient que l'autorité fiscale ...

Proposition de la minorité

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le vote vaut également pour le chiffre 4 article 38a, le chiffre 5 article 35a et le chiffre 9 article 30a.



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.051/21367)

Für den Antrag der Mehrheit ... 139 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 54 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 3 Art. 104b; 124 Abs. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 3 art. 104b; 124 al. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 4 Art. 38a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Die Kantone sehen die Möglichkeit elektronischer Verfahren vor. Dabei stellen sie ...

Abs. 2

Sie sehen bei der elektronischen Einreichung ... durch die steuerpflichtige Person vor.

Abs. 3

Sie sehen vor, dass die Steuerbehörde ...

Antrag der Minderheit

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 4 art. 38a

Proposition de la majorité

Al. 1

Les cantons prévoient la possibilité de recourir à des procédures électroniques. Dans ce cadre, ils assurent ...

Al. 2

... par voie électronique, ils prévoient, en lieu ...

Al. 3

Ils prévoient que l'autorité fiscale ...

Proposition de la minorité

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

AB 2020 N 1709 / BO 2020 N 1709

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 4 Art. 71 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

Für die Steuererklärungen und die dazugehörigen Beilagen werden für die Schweiz einheitliche Formulare und Datenformate verwendet werden.

Antrag der Minderheit

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Ch. 4 art. 71 al. 3

Proposition de la majorité

Les déclarations d'impôt et leurs annexes sont établies sur des formules et dans des formats de données uniformes dans toute la Suisse.

Proposition de la minorité

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.051/21368)

Für den Antrag der Mehrheit ... 139 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 4 Art. 72 Abs. 1, 2; 72a-72s; 72u-72w; 72y, 72z

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 4 art. 72 al. 1, 2; 72a-72s; 72u-72w; 72y, 72z

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 5 Art. 34a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Streichen

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gignon, Ryser, Wermuth)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 5 art. 34a

Proposition de la majorité

Al. 1

Biffer

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gignon, Ryser, Wermuth)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur la proposition de la minorité à l'article 41a du chiffre 1.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité



Ziff. 5 Art. 35a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Die Kantone sehen die Möglichkeit elektronischer Verfahren vor. Dabei stellen sie ...

Abs. 2

Sie sehen bei der elektronischen Einreichung ... durch die steuerpflichtige Person vor.

Abs. 3

Sie sehen vor, dass die Steuerbehörde ...

Antrag der Minderheit

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 5 art. 35a

Proposition de la majorité

Al. 1

Les cantons prévoient la possibilité de recourir à des procédures électroniques. Dans ce cadre, ils assurent ...

Al. 2

... par voie électronique, ils prévoient, en lieu ...

Al. 3

Ils prévoient que l'autorité fiscale ...

Proposition de la minorité

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur la proposition de la minorité à l'article 104a du chiffre 3.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 36a Abs. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Unverändert

Ch. 5 art. 36a al. 2

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Inchangé

Ziff. 5 Art. 38 Abs. 4, 5

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Streichen



Ch. 5 art. 38 al. 4, 5

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)
Biffer

AB 2020 N 1710 / BO 2020 N 1710

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.051/21369)

Für den Antrag der Mehrheit ... 139 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 6 Art. 4a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Streichen

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gion, Ryser, Wermuth)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 6 art. 4a

Proposition de la majorité

Al. 1

Biffer

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gion, Ryser, Wermuth)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur la proposition de la minorité Rytz Regula à l'article 41a du chiffre 1.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 7 Art. 19 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 7 art. 19 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Ziff. 7 Art. 28a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Streichen

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gignon, Ryser, Wermuth)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 7 art. 28a

Proposition de la majorité

Al. 1

Biffer

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gignon, Ryser, Wermuth)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 7 Art. 29

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 7 art. 29

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 8 Art. 22a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Streichen

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gignon, Ryser, Wermuth)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 8 art. 22a

Proposition de la majorité

Al. 1

Biffer



Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Rytz Regula, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gion, Ryser, Wermuth)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 9 Art. 30a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Die Kantone sehen die Möglichkeit elektronischer Verfahren vor. Dabei stellen sie ...

Abs. 2

Sie sehen bei der elektronischen Einreichung ... durch die steuerpflichtige Person vor.

Abs. 3

Sie sehen vor, dass die Steuerbehörde ...

Antrag der Minderheit

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 9 art. 30a

Proposition de la majorité

Al. 1

Les cantons prévoient la possibilité de recourir à des procédures électroniques. Dans ce cadre, ils assurent ...

Al. 2

... par voie électronique, ils prévoient, en lieu ...

Al. 3

Ils prévoient que l'autorité fiscale ...

AB 2020 N 1711 / BO 2020 N 1711

Proposition de la minorité

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur la proposition de la minorité Amaudruz à l'article 104a du chiffre 3.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2020 • Dreizehnte Sitzung • 21.09.20 • 14h30 • 20.051
Conseil national • Session d'automne 2020 • Treizième séance • 21.09.20 • 14h30 • 20.051



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.051/21370)

Für Annahme des Entwurfes ... 148 Stimmen

Dagegen ... 45 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté